

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article54>



Elections régionales : ce qu'ils ont répondu à ACDN

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : vendredi 19 mars 2004

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

L'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) a adressé aux candidats têtes de liste aux élections régionales dont elle avait pu se procurer les adresses par Minitel ou Internet (la préfecture de Région refusant de les communiquer et les préfectures départementales n'en disposant pas) une série de questions relatives au désarmement nucléaire et au rôle qu'ils accepteraient de faire jouer à la Région dans ce processus. Cette lettre communiquée à la presse a été publiée par « la Haute Saintonge » dans son numéro du 12 mars 2004. Dans la Région Poitou-Charentes, un seul candidat a jugé utile d'y répondre. Il s'agit de M. Claude QUEMAR, qui conduit la liste LCR-LO. Voici sa réponse.

1°) Voulez-vous vous associer à l'Appel mondial pour libérer la planète de toutes les armes de destruction massive lancé par le réseau mondial « Abolition 2000 » ?

Oui.

2°) Voulez-vous l'abandon sans conditions, par la France, des armes à uranium appauvri, et l'interdiction universelle de toutes les armes radioactives ?

Oui.

3°) Voulez-vous que la France respecte « l'engagement sans équivoque » qu'elle a pris au titre de l'article VI du Traité de Non Prolifération de négocier avec les autres Etats nucléaires parties à ce traité l'élimination de tous leurs arsenaux nucléaires ?

Oui.

4°) Voulez-vous qu'elle prenne l'initiative d'une telle négociation en proposant à toutes les nations de renoncer à sa force de frappe nucléaire et d'en démanteler les composants, dans le cadre d'un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé, et d'un véritable système de sécurité internationale ?

Oui.

5°) Demanderez-vous au parti dont vous êtes membre, et dont vous portez les couleurs dans les présentes élections, d'intervenir en ce sens auprès du gouvernement, du président de la République, et dans les instances délibératives de la République française et de l'Union Européenne ?

Oui. Nous le faisons déjà.

6°) Soutiendrez-vous les Rencontres Internationales pour le Désarmement Nucléaire, Biologique et Chimique (RID-NBC) organisées à Saintes du 29 au 31 octobre 2004 par ACDN au nom du Réseau mondial « Abolition 2000 » ? Voterez-vous une subvention de la Région à cette manifestation internationale ? Si vous êtes à la présidence de la Région, accepterez-vous d'inaugurer les RID-NBC ?

Oui.

7°) Le 22 novembre 2003, les maires d'Hiroshima et de Nagasaki ont lancé avec 570 maires de plus de 100 pays une campagne mondiale de mobilisation des collectivités locales et régionales qui vise à faire adopter par la prochaine Conférence de révision du TNP (avril-mai 2005) un plan d'élimination de toutes les armes nucléaires d'ici à 2020. Voulez-vous que la Région s'associe à cette campagne ?

Oui.

Commentaire général. Nous sommes partisans depuis toujours du désarmement, y compris unilatéral. Notre conception d'une société plus juste et plus solidaire, celle d'un socialisme démocratique, féministe, écologique, ne peut qu'être pacifiste.

Dans le même temps, nous insistons sur l'élimination des causes des conflits : volonté de domination économique et politique des pays 'riches' sur les pays du Sud, commerce des armes où la France tient un rôle majeur... Nous pensons que seul un système débarrassé de la recherche effrénée du profit peut satisfaire à cette aspiration à la paix.

En ce qui concerne la question 4, je tiens à préciser que la mise en place d'un véritable système de sécurité international, nécessite une réforme radicale de l'ONU, allant dans le sens d'une plus grande démocratie, d'une plus grande représentation des populations du Sud. Le fonctionnement actuel de l'Onu et de ses instances est loin de ces préconisations.

Les dépenses faites pour les armements représentent plus de 10 fois les sommes nécessaires pour assurer à la l'ensemble de la population de la planète la satisfaction des besoins sociaux de base : alimentation, accès à une eau potable, à l'électricité, à la santé, à l'éducation, à des soins de gynécologie et d'obstétrique pour les femmes.

Il nous semble donc que c'est au système lui-même qu'il faut s'attaquer. Toutes les démarches, initiatives allant dans ce sens ne peuvent que recevoir notre appui militant et politique, dans les institutions régionales et ailleurs.

Pour la liste LCR-LO, Claude QUEMAR

Au lendemain du 1er tour des Régionales, ACDN s'adressera dans toutes les régions aux candidats encore en lice pour leur poser ou reposer ces questions.

En Poitou-Charentes, ni Mme Elisabeth Morin (UMP), ni Mme Ségolène Royal (PS, Verts, PCF, MRG) n'y ont encore répondu personnellement. Toutefois, le directeur de campagne de Mme Morin, M. Christian Florek, a pu être joint téléphoniquement par le président d'ACDN, M. Matagne. M. Florek est aussi l'un des proches conseillers de M. Jean-Pierre Raffarin. A ce titre une délégation d'ACDN incluant plusieurs maires de la Charente-Maritime l'avait rencontré à la sous-préfecture de Saintes le 26 octobre 2002. Il a fait savoir à M. Matagne que la politique du gouvernement, qui est connue, ne changera pas. On attend avec intérêt de connaître la position de Mme Ségolène Royal.

Adresse d'ACDN :
Maison des associations
31 Rue du Cormier
17100 - SAINTES